

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 24 février 2025

Date de convocation du Conseil municipal :

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : Michèle BROTTE

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, BRÛLÉ Fabien, NUNES Marie-Jeanne, HERVIER Karine, PONS Christine, FAURAT Gérard, MOLINARI Elisabeth

Conseillers excusés : DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, TRIBOLLET Françoise, FONTAINE Carole, POTIRON Rémi

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : NICOLAY Stéphanie à BROTTE Michèle, DAVAL Didier à PINGON François, TRIBOLLET Françoise à Frédérique FALLONE

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Direction Générale

DÉLIBÉRATION DEL2025_011 : Approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 27 janvier 2025

Rapporteur : Monsieur le Maire

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 21 voix pour (18 présents, 3 pouvoirs, 9 absents)

Il est proposé au Conseil municipal :

✓ D'ADOPTER le relevé de décisions du Conseil municipal du 27 janvier 2025

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance,
BROTTE Michèle



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 24 février 2025

Date de convocation du Conseil municipal :

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : Michèle BROTTE

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, BRÛLÉ Fabien, NUNES Marie-Jeanne, HERVIER Karine, PONS Christine, FAURAT Gérard, MOLINARI Elisabeth

Conseillers excusés : DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, TRIBOLLET Françoise, FONTAINE Carole, POTIRON Rémi

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : NICOLAY Stéphanie à BROTTE Michèle, DAVAL Didier à PINGON François, TRIBOLLET Françoise à Frédérique FALLONE

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Direction Générale

DÉLIBÉRATION DEL2025_012 : Approbation d'une convention de mise à disposition d'un outil informatique d'observatoire fiscal avec la Communauté de communes du Pays Mornantais

Rapporteur : Monsieur le Maire

Vu l'article L. 5214-16-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° CC-2025-001 du Conseil Communautaire de la Communauté de communes du Pays Mornantais (Copamo) du 28 janvier 2025 approuvant la convention de mise à disposition d'un outil informatique d'observatoire fiscal aux communes du Pays Mornantais,

Vu le projet de convention joint à la présente délibération,

La Copamo s'est dotée d'un logiciel d'observatoire fiscal dénommé « ATELIER FISCAL » avec pour principaux objectifs de :

- Connaître la composition de ses bases fiscales
- Renforcer le suivi et l'analyse du tissu fiscal
- Mener un travail conjoint avec l'administration fiscale dans le but d'améliorer l'équité fiscale entre les redevables.

La Copamo propose de délivrer aux communes du Pays Mornantais intéressées un accès gratuit à l'« ATELIER FISCAL » afin de les aider dans le suivi et l'analyse de leur propre fiscalité et de faciliter leurs prises de décision.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

La convention ci-annexée définit les modalités de mise à disposition par la Copamo du logiciel de gestion, d'expertise et d'analyse de la fiscalité locale « ATELIER FISCAL ».

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 21 voix pour (18 présents, 3 pouvoirs, 9 absents)

Il est proposé au Conseil municipal, de :

- ✓ **APPROUVER** la convention de mise à disposition de l'outil informatique d'observatoire fiscal "ATELIER FISCAL"
- ✓ **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention et toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance,
BROTTET Michèle



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 24 février 2025

Date de convocation du Conseil municipal :

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : Michèle BROTTE

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, BRÛLÉ Fabien, NUNES Marie-Jeanne, HERVIER Karine, PONS Christine, FAURAT Gérard, MOLINARI Elisabeth

Conseillers excusés : DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, TRIBOLLET Françoise, FONTAINE Carole, POTIRON Rémi

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : NICOLAY Stéphanie à BROTTE Michèle, DAVAL Didier à PINGON François, TRIBOLLET Françoise à Frédérique FALLONE

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

POLE RESSOURCES

DÉLIBÉRATION DEL2025_013: Ouverture du poste de gestionnaire comptable aux catégories C

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que, conformément à l'article L. 332-8 2° du code général de la fonction publique, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Eu égard à la nature des fonctions nécessitant des compétences spécifiques en matière de comptabilité, dans le cadre du recrutement du futur responsable du budget et de la comptabilité, en cas de recrutement infructueux de fonctionnaire, les fonctions pourront être exercées par un contractuel relevant de la catégorie B ou C, dans les conditions fixées à l'article L.332-8 2° ou L.332-14 du Code général de la fonction publique, il devra dans ce cas justifier d'un diplôme ou d'une expérience professionnelle dans le secteur de la comptabilité.

Le recrutement sur l'article L.332-8 2° ne peut se faire que pour une durée de 3 ans maximum, renouvelable dans la limite totale de 6 ans. Au-delà si les contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être qu'après une nouvelle procédure de recrutement pour une durée indéterminée.

Le recrutement sur l'article L.332-14 ne peut se faire que pour une durée d'un an. Sa durée peut être renouvelée dans la limite totale de 2 ans, lorsque la procédure de recrutement d'un fonctionnaire n'a pas abouti au terme de la 1^{ère} année.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

La rémunération sera calculée par référence au cadre d'emploi des rédacteurs ou à celui des adjoints administratifs.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 21 voix pour (18 présents, 3 pouvoirs, 9 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ D'AUTORISER le recrutement d'un agent contractuel sur l'emploi permanent sur le grade de rédacteur, catégorie B ou d'adjoint administratif, catégorie C, pour effectuer les missions de gestionnaire comptable à temps complet.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance,
BROTTET Michèle



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 24 février 2025

Date de convocation du Conseil municipal :

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : Michèle BROTTE

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTE Michèle, DUGAS-VIALLIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, BRÛLÉ Fabien, NUNES Marie-Jeanne, HERVIER Karine, PONS Christine, FAURAT Gérard, MOLINARI Elisabeth

Conseillers excusés : DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, TRIBOLLET Françoise, FONTAINE Carole, POTIRON Rémi

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : NICOLAY Stéphanie à BROTTE Michèle, DAVAL Didier à PINGON François, TRIBOLLET Françoise à Frédérique FALLONE

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Finances

DÉLIBÉRATION DEL2024_014 : Avenant n° 01 à la convention pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'État : Extension du périmètre de transmission des actes relevant de la commande publique

Cet avenant a pour objet de prendre en compte l'extension du périmètre de transmission des actes de la « collectivité » transmis par voie électronique au « représentant de l'État » dans le département en ce qui concerne la commande publique.

Les parties à la convention initiale décident de lui apporter les modifications suivantes :

Article 1er

La liste des actes transmis par voie électronique définie dans la convention susvisée est complétée comme suit :

- l'ensemble des actes relatifs à la commande publique (délibérations, arrêtés, avenants, décisions, conventions, dossiers de marchés publics, dossiers de délégations de service public/concessions)

Ces dossiers devront faire l'objet d'une transmission dans les conditions fixées par la circulaire préfectorale n°E-2019-3 du 15 janvier 2019 et par le guide de la nomenclature modifié.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 2

Toutes les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

Article 3

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par le représentant de l'Etat.

*Avenant n° 02 à la convention pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'État :
Transmission électronique des documents budgétaires*

Cet avenant a pour objet de préciser les modalités de transmission électronique des documents budgétaires sur Actes budgétaires.

Article 1er

À la suite de la section 3.2, il est inséré la section suivante :

« 3.3 – Clauses relatives à la transmission électronique des documents budgétaires sur l'application Actes budgétaires

« ARTICLE 3.3.1 – Transmission des documents budgétaires de l'exercice en cours

« La transmission des documents budgétaires doit porter sur l'exercice budgétaire complet.

« Le flux qui assure la transmission de l'acte budgétaire comporte, dans la même enveloppe, le document budgétaire ainsi que la délibération qui l'approuve.

« Le document budgétaire est transmis sous la forme d'un seul et même fichier dématérialisé au format XML conformément aux prescriptions contenues dans le cahier des charges mentionné à l'article 1er de l'arrêté du 26 octobre 2005 susvisé.

« La dématérialisation des budgets porte à la fois sur le budget principal et sur les budgets annexes.

« À partir de la transmission électronique du budget primitif, tous les autres documents budgétaires de l'exercice doivent être transmis par voie électronique.

« Le flux XML contenant le document budgétaire doit avoir été scellé par l'application TotEM ou par tout autre progiciel financier permettant de sceller le document budgétaire transmis.

« ARTICLE 3.3.2 – Documents budgétaires concernés par la transmission électronique

La transmission électronique des documents budgétaires concerne l'intégralité des documents budgétaires de l'ordonnateur. »

Article 2

Toutes les autres stipulations de la convention initiale restent inchangées.

Article 3

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par le représentant de l'Etat.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 21 voix pour (18 présents, 3 pouvoirs, 9 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ **DE VALIDER** ces 2 avenants relatifs à la mise en place du Compte Financier Unique (CFU)
- ✓ **D'AUTORISER** M. le maire à signer ces 2 avenants relatifs à la mise en place du Compte Financier Unique (CFU)

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance,
BROTTET Michèle



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance tenue le : 24 février 2025

Date de convocation du Conseil municipal :

Nombre de conseillers municipaux en exercice au jour de la séance : 27

Président de la séance : Monsieur Yves GOUGNE

Secrétaire de la séance : Michèle BROTTET

Conseillers présents : BONNAFOUS Jean-Luc, BROTTET Michèle, DUGAS-VIALIS Olivier, FALLONE Frédérique, GOUGNE Yves, PEILLON Dominique, PINGON Colette, VINCENOT Julie, ROUSSIER Jean Louis, PINGON François, CHARLES Marie-Noëlle, FRANCE Vincent, BRÛLÉ Fabien, NUNES Marie-Jeanne, HERVIER Karine, PONS Christine, FAURAT Gérard, MOLINARI Elisabeth

Conseillers excusés : DAVAL Didier, NICOLAY Stéphanie, TRIBOLLET Françoise, FONTAINE Carole, POTIRON Rémi

Conseillers absents : JUNIQUE Julien, MERLANCHON Philippe, DELERIS Florian, MISTRETTA Antoine,

Pouvoirs : NICOLAY Stéphanie à BROTTET Michèle, DAVAL Didier à PINGON François, TRIBOLLET Françoise à Frédérique FALLONE

Le Conseil municipal,

Exposé des motifs

Pôle Finances

DÉLIBÉRATION DEL2024_015 : DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2025

Le Conseil Municipal de Beauvallon est invité à tenir son Débat d'Orientation Budgétaire (DOB), afin de discuter des grandes orientations du prochain budget primitif, conformément à l'article L 52-17-10-4 du code général des collectivités territoriales.

La tenue d'un DOB est obligatoire, et ce dans les 10 semaines précédant l'examen du budget primitif.

L'article 107 de la Loi Notre (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) du 07 août 2015 a modifié les conditions de présentation du DOB qui doit faire désormais l'objet d'un rapport comportant :

- ✓ Les orientations budgétaires : évolution prévisionnelle des dépenses et des recettes de fonctionnement et d'investissement, hypothèses d'évolution retenues en matière de concours financiers, de subventionnement mais aussi de fiscalité et de tarification ;
- ✓ Les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision en dépenses et en recettes ;
- ✓ La structure et la gestion de la dette : ces informations doivent permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Ce rapport donne lieu un débat qui est acté par une délibération spécifique.
Cette délibération est transmise au représentant de l'Etat et doit être mise en ligne pour la population.

Pour permettre de débattre des orientations générales du budget primitif 2025, le Conseil municipal est invité à prendre connaissance du ROB annexé.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et représentés soit 21 voix pour (18 présents, 3 pouvoirs, 9 absents)

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- ✓ **DE PRENDRE ACTE** que le débat d'orientation budgétaire a eu lieu, sur la base du rapport d'orientation budgétaire, avant le vote du budget primitif de l'exercice 2025.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits et suivent au registre les signatures des membres présents.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Yves GOUGNE.

Le secrétaire de séance,
BROTTET Michèle

